

98/01357

**PREFECTURE DE L'YONNE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE  
LA FORET**

**SERVICE EQUIPEMENTS PUBLICS RURAUX**

3, Rue Jehan Pinard  
B.P 139  
89011 AUXERRE CEDEX  
Tél : 86.72.55.70  
Télécopie : 86.72.55.01

Commune de PIFFONDS

**ARRETE PREFECTORAL**

- déclarant d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection autour du forage d'exploitation, situé à PIFFONDS,
- autorisant la dérivation des eaux souterraines,
- autorisant la commune de PIFFONDS à acquérir la totalité des terrains situés à l'intérieur du périmètre de protection immédiate.

**LE PREFET**

**du Département de l'YONNE,**  
**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code Rural et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.20 et L20-1

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L.20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines, abrogeant la circulaire du 10 décembre 1968 ;

VU la loi n°92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau;

VU les décrets n°93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 relatifs aux procédures prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 Janvier 1992;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 mai 1996 portant ouverture d'enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique de l'établissement de périmètres de protection autour du forage d'exploitation, situé à PIFFONDS ;
- hydraulique, en vue d'autoriser la dérivation des eaux souterraines ;
- parcellaire, en vue de l'acquisition par la commune de PIFFONDS de la totalité des terrains situés à l'intérieur du périmètre de protection immédiate ;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et hydraulique et les registres y afférents ;

VU les pièces constatant qu'un avis d'ouverture d'enquêtes a été publié dans les journaux "L'YONNE REPUBLICAINE" et "TERRES DE BOURGOGNE" préalablement à l'ouverture des enquêtes et dans les huit premiers jours de celles-ci ;

VU les pièces constatant que cet avis a été affiché dans la Commune de PIFFONDS, que les dossiers d'enquêtes ont été déposés dans la mairie de PIFFONDS du 3 au 20 juin 1996 inclus ;

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique du projet en date du 4 juillet 1996 ;

VU le rapport du Service Hydraulique chargé de la Police des Eaux ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur le résultat des enquêtes ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 24 octobre 1996;

VU le plan de situation, le plan parcellaire et l'état parcellaire ci-annexés ;

CONSIDERANT que toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été régulièrement accomplies ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'YONNE

ARRETE

Article 1er

Est déclaré d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du forage d'exploitation, situé à PIFFONDS.

Article 2

Le périmètre de protection immédiate sera constitué par les limites de la partie de parcelle cadastrée actuellement en section ZR sous le numéro 59, lieu-dit "Les vingt-quatre arpents".

Cette partie de parcelle devra être acquise par la Commune de PIFFONDS, conformément à l'état parcellaire ci-annexé.

Le périmètre immédiat restera clôturé et interdit de tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée, définis par le tracé figurant sur les plans ci-annexés, la législation destinée à régler la pollution des eaux sera strictement appliquée, particulièrement en ce qui concerne les établissements qui, par leurs rejets (déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matière) ou tout autre fait ou activité, peuvent altérer la qualité du milieu naturel (épandages, décharges d'ordures ménagères, de résidus urbains ou de déchets industriels, autoroutes et routes à grande circulation, porcheries, campings, etc...).

Dans ce secteur, du fait de l'activité céréalière qui semble prépondérante, il faudra éviter une utilisation abusive des engrais chimiques (azotés, herbicides, insecticides, fongicides, etc...) et les normes strictes d'utilisation devront être respectées.

Une vigilance particulière sera accordée à la teneur en nitrates.

L'application d'un code de bonnes pratiques agricoles ou la mise en oeuvre de mesures agro-environnementales dans la zone des périmètres de protection rapprochée et éloignée est recommandée.

### Article 3

La Commune de PIFFONDS est autorisée à dériver par pompage une partie des eaux souterraines recueillies dans le forage d'exploitation.

### Article 4

Le prélèvement d'eau par la Commune de PIFFONDS ne pourra excéder 20 m<sup>3</sup>/h.

La Commune de PIFFONDS devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

Ces dernières collectivités prendront à leur charge les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation, l'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, les collectivités pourront être mises en demeure de restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'YONNE.

### Article 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils nécessaires devront être soumis par la Commune de PIFFONDS à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'YONNE.

### Article 6

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 4 décembre 1995, la Commune de PIFFONDS devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

### Article 7

Le Maire de PIFFONDS, agissant au nom de la Commune de PIFFONDS, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les parcelles situées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate. Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à la diligence et aux frais de la Commune de PIFFONDS sous le contrôle du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, qui dressera procès-verbal de l'opération.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation à effectuer n'est pas accomplie dans un délai de CINQ ans à compter de ce jour.

### Article 8

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection décrits dans l'article 2 du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations relevant de l'institution desdits périmètres dans un délai de DEUX ANS.

### Article 9

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'YONNE, le Sous-Préfet de l'arrondissement de SENS, le Maire de PIFFONDS, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera, en outre, l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs.

AUXERRE, le

27 DEC 1956

LE PREFET,

POUR LE PREFET  
LE SECRETAIRE GENERAL

Sylvette MISSON

Pour ampliation,  
P/Le Chef de Bureau Délégué,

Michel VAILLANT

